

Faits saillants

- Arrivée de plus d'un millier de personnes déplacées au sud Lubero
- Besoin de renforcer l'accès à l'eau dans l'aire de santé de Kisima en faveur d'environ 20 000 habitants
- Intégration de plus de 3 000 écoliers déplacés et retournés dans le cycle scolaire à Lubero

Contexte général

Des affrontements entre l'armée congolaise (FARDC) et le groupe armé Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) ont été rapportés, ce 7 mai, à Lukweti (environ 30 km au nord-est de Masisi Centre). Il s'agit d'une tentative de reprise de la zone, ancien bastion des APCLS. Le 30 avril, une attaque avait été lancée à Nyabiondo (22 km au nord-est de Masisi centre) contre des positions FARDC et celle de la brigade d'intervention de la MONUSCO, ce qui a poussé plus d'un millier de personnes à se déplacer. Certaines personnes déplacées se sont regroupées autour de la base de la MONUSCO, d'autres au Centre de santé de Lukweti ainsi qu'à la base d'une organisation humanitaire. Malgré la présence des FARDC et de la MONUSCO, cette zone demeure instable suite aux menaces des groupes armés présents. Cette situation pose d'importants risques de protection sur les populations et limite les possibilités d'interventions humanitaires. Profitant d'une accalmie, une série des foires aux articles ménagers essentiels (AME) y sont organisées depuis le 23 avril en faveur de 3 500 ménages déplacés et familles d'accueil vulnérables dans les localités de Nyabiondo, Burora et Kishondja. L'instabilité actuelle risque d'empêcher la poursuite de ces interventions (cf. *Bulletin N° 14 du 30 avril 2014*).

Mouvements de population

De nombreux mouvements de population ont été rapportés au cours du mois d'avril au sud du Territoire de Lubero. Plus de 230 ménages déplacés en provenance de Luhanga, en Territoire de Walikale ont été enregistrés à Mbawinwa (sud de Lubero) le 4 mai et auraient fui la création d'un nouveau groupe armé dénommé "Protection du peuple hutu" (PPH) à Buleusa. D'autres personnes ont fui la zone d'Oninga, Rama, Fatua et Bukonde (Territoire de Walikale) où des affrontements ont opposé différents groupes armés au courant du mois d'avril 2014, notamment les éléments de Nduma Defence of Congo (NDC) de Cheka et des combattants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Ces personnes ont trouvé refuge à Kanyatsi Tama, Kasugho et Kagheri, au sud de Lubero. Au Nord-Kivu, les déplacements sont liés à plus de 90% à l'insécurité causée par les groupes armés et les opérations militaires consécutives. Les mouvements préventifs sont également une tendance générale observée dans la province. Des missions sont prévues prochainement afin d'évaluer les besoins de ces personnes dans la zone.

Besoins et réponse humanitaires

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- Les habitants de Kisima, au sud-est de Beni, expriment le besoin de renforcer le réseau d'eau qui dessert cette localité et des villages environnants. Solidarités International avait finalisé, en avril 2014, la construction d'un réservoir de 20 mètre cube mais certaines bornes fontaines ne seraient pas fonctionnelles suite à des problèmes techniques. Cette situation réduit la disponibilité d'eau potable dans cette région qui compte près de 20 000 habitants dont certains parcourent environ 5km pour accéder à l'eau potable au centre de Kisima. D'autres ménages recourent aux eaux de rivière avec risque de contracter des maladies hydriques.

Education

- Depuis la semaine passée, l'ONG Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a intégré 3 059 écoliers dans le cycle scolaire au sud Lubero. Il s'agit de 1 339 écoliers de Kikuvo et 1 720 de Kamandi Gîte qui ont suivi les cours de récupération dans ces deux localités. Ces enfants, en majorité des déplacés et des retournés vulnérables, sont soumis au test de l'Inspection provinciale de l'éducation avant leur intégration dans le système scolaire congolais.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau de la coordination des affaires humanitaires - République démocratique du Congo
Annarita Marcantonio, Chef de bureau a.i, OCHA Nord-Kivu, marcantonio@un.org, tél. +243 81 70 61 343
Imane Cherif, Chargée d'information publique, cherif1@un.org, OCHA Nord-Kivu, tél. +243 999 309 956
Vicky Prekabo, Assistant à l'information publique, OCHA Nord-Kivu, prekabo@un.org, tél. +243 81 70 61 295
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, edoumou@un.org, tél. +243 970 003 750